

sée à un chemin, est responsable au premier degré, de tout emprunt contracté pour l'empierrement de ce chemin.

L'allocation que nous demandons peut être payée, sous forme de subside annuel de 2 par cent, pendant 28 ans 1 par cent de moins que pour les chemins à lisses de colonisation. Le gouvernement paierait réellement le capital en payant ce subside de 2 par cent, qui servirait d'amortissement, tandis que les intéressés n'auraient à payer que l'intérêt pendant le même laps de temps. Au bout de ce temps nous aurions de bons chemins, qui en réalité, ne nous auraient rien coûté, puisque l'intérêt que nous paierions ne représente tout au plus que les frais d'entretien, avant l'empierrement.

En donnant un tel subside, le gouvernement doit-il craindre que, durant une période de 28 ans, il se macadamise une longueur assez considérable de chemins pour prendre un octroi que les finances de la Province ne permettraient pas de rencontrer? Est-il probable que la plus grande partie de nos chemins, soit empierrés durant ce temps? Non, nous n'aurons pas cette chance là.

Un tiers au moins des chemins de la Province n'a pas besoin d'empierrement quant au reste, celui qui connaît l'apathie et la défiance générale pour toute entreprise extraordinaire, sait qu'il y a peu d'espérance que ce système réussisse tout de suite. Il n'y aura que les gens entreprenants, qui réussiront; et ce beaucoup de travail, à faire maintenant les chemins près des villes, là où les chemins empierrés deviennent de jour en jour d'une absolue nécessité.

Chacun put, d'après ses renseignements particuliers, faire ses calculs sur le nombre de milles de chemin qui seront empierrés avec l'aide des deux par cent; je crois, que s'ils tiennent compte de la difficulté de partir de semblables améliorations dans nos campagnes, les plus exagérés même ne dépasseront pas ce que le gouvernement peut donner pour nos chemins.

Je suppose que nous macadamisions 1,000 milles de chemin à la fois, (je crains bien d'en mettre la moitié de trop), quelle serait la somme que le gouvernement aurait à payer en ce cas?

1,000 milles de chemins à \$2,000 par mille coûtent \$2,000,000. Pour le fonds d'amortissement, les 2 par cent, le gouvernement aurait à payer annuellement la somme de \$40,000. A mon humble avis, ça ne dépassera jamais ce montant je crois plutôt que la part du gouvernement ne s'élèvera jamais à plus de la moitié de cette somme.

Sommes nous trop exigeants de de \$40,000 pour une amélioration qui suffirait à illustrer le gouvernement qui la tentera pour une mesure devant augmenter d'un dixième la richesse publique? Sommes-nous trop exigeants de demander \$40,000 quand on donne à la colonisation \$237,000 (subside de 1870?)

Si le gouvernement craint d'être entraîné à des dépenses au dessus de ses forces, rien n'empêche qu'il ne fixe un maximum comme il l'a fait pour l'octroi aux sociétés de colonisation.

Que le gouvernement s'empresse de prendre en considération une des mesures les plus importantes pour la prospérité du pays et des plus populaires. Et si le gouvernement doute de l'opportunité de cette mesure, que messieurs les députés s'empressent de lui montrer par leurs discours et par de nombreuses requêtes de leurs constituants, que le peuple désire ardemment l'empierrement des chemins.

B. BENOIT M. P.

St. Hubert, 30 Nov. 1870.

Ottawa, 1.—Un marché bien garni—les viandes de toute sortes inclinaient à la baisse. Le plus haut prix pour le lard \$7.50 et même il s'en est vendu à \$6.50. Les pommes de terre, 50 centins le minot; le foin de \$18 à \$20 le tonneau. Bois franc [sec] \$4 la corde. Le beurre qui se vend généralement à Ottawa de 18 à 20 centins à la tinette peut s'acheter de 16 à 17 centins dans les environs de Antiprior. Les fermiers en conséquence gardent leur beurre jusqu'à l'époque où les beaux chemins d'hiver leur permettront de l'apporter sur le marché d'Ottawa.—Le lard ne varie pas beaucoup ici, mais l'avoine se vend 60 minot. Les chantiers recevront une grande quantité de ce produit, aux premiers bons chemins d'hiver. *Canada*

Le foin, l'avoine, le lard et les pommes de terres ont une tendance à la hausse depuis quelques jours. Le foin se vend jusqu'à 16 piastres la tonne; l'avoine atteint 50 centins; voilà les pommes de terre rendues à 40 centins bien qu'elles aient commencé à se vendre 20 centins sur notre marché. On dit qu'en plusieurs endroits elles se gâtent. Les viandes augmentent en proportion. La demande pour les approvisionnements de chantiers y est probablement pour quelque chose et le peu de gens qui viennent au marché dans cette saison-ci y est sans doute pour une grande part. Ce qu'il y a de certain, c'est que la paille et les fourrages ne sont pas en aussi grande abondance que les années dernières. Le beurre est à 19 et 20 centins. *Constitutionnel*

Excellente préparation pour guérir les blessures, les meurtrissures, les entorses et les enflures.

Une chopine de fort vinaigre, une chopine de savonnures très fortes, une poignée de sel, et une petite cuillerée de salpêtre. Cette préparation est d'un grand effet et coûte peu de chose.

Revue Commerciale du marché en Gros, de Montréal, pour la semaine finissant le 8 Décembre 1870.

Préparée expressément pour le *Pays* par L. E. Morin, Courtier.

Nous sommes heureux d'avoir à constater pour la plupart de nos négociants une saison d'affaires faites sous des conditions beaucoup plus avantageuses que pendant les quelques années passées. La position financière des marchands de la campagne est meilleure et les négociants de la ville ont exercé beaucoup de discernement dans leurs avances. Les remises ont été à la fois plus nombreuses et plus considérables que d'habitude et plus grand nombre de transactions ont été faites au comptant système extrêmement avantageux tant pour les vendeurs que pour les acheteurs et qu'il serait bon d'encourager.

Nous regrettons d'avoir à remarquer que les hauts prix obtenus pour certains articles les années passées, comme pour le beurre par exemple, aient trompé l'attente des cultivateurs et des spéculateurs irréguliers, sur place qui surgissent dans les temps d'abondance d'argent. On s'obstine à tenir sa marchandise jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour l'écouler avec quelques avantages et le résultat en est que de grandes quantités étant jetées sur le marché quand les opérateurs étrangers ont laissés la place, il faut alors se soumettre à accepter des prix souvent ruineux pour réaliser afin de pouvoir rencontrer certains engagements pressants ou bien se retirer d'une mauvaise spéculation au meilleur marché possible. C'est un fait connu de ceux engagés dans le commerce de comestibles que des quantités considérables de beurre ont été vendues de 14c à 15c ces jours derniers pour lequel on avait refusé de 17c à 18c en face d'un marché qui tendait constamment à la baisse et avec des stocks qui augmentaient tous les jours. Il serait à désirer qu'on se souvint que notre marché est souvent sinon toujours réglé par ceux d'Angleterre de New-York et de Boston et aussi que les produits de qualité inférieure de la laiterie s'écoulent difficilement en temps d'abondance tandis que ceux de qualité supérieure s'écoulent tous les jours promptement et avec simple rémunération.

Nos cultivateurs perdent trop souvent de vue l'avantage qui découle de la production d'un article supérieur et ne donnent pas assez d'attention à leurs préparations pour les marchés étrangers. Les fermiers du Haut-Canada l'importent de beaucoup sous ce rapport sur nos cultivateurs Bas-Canadiens et leurs productions trouvent généralement écoulement plus facile en ce qu'ils étudient d'avantage les exigences des marchés étrangers. La routine est la pierre d'achoppement d'un nombre con-